# La Tanzanie se retire d'un partenariat économique avec l'UE

@rib News, 08/07/2016 â€“ Source Xinhua Les autoritÃ©s tanzaniennes ont annoncÃ© vendredi qu'elles se retiraient de l'Accord de partenariat Ã©conomique (APE) avec l'Union europÃ©enne (UE). Cette annonce fait de cette nation est-africaine, qui est la deuxiÃ¨me Ã©conomie de la rÃ©gion, le premier Etat de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™Est/East community (CAE/EAC) Ã se retirer de l'APE.

L'APE Ã©tait destinÃ© Ã permettre au bloc de l'EAC de commercer plus directement avec les pays de l'UE. Aziz Mlima, SecrÃ©taire permanent du ministÃ¨re tanzanien des Affaires Ã©trangÃ¨res, a dÃ©clarÃ© que cette dÃ©cision visait Ã protÃ©ge fragile Ã©conomie du pays, dans un contexte d'efforts soutenus du gouvernement tanzanien pour dÃ©velopper une Ã©conomie industrielle encore balbutiante. Outre cette volontÃ© de protÃ©ger l'industrie locale, une certaine confusion rÃ¨gne au sein de l'APE suite Ã la dÃ©cision britannique de se retirer de l'UE il y a deux semaines, a ajoutÃ© M. Mlima. "Le plus grand risque que pose l'APE, c'est qu'il pourrait transformer les Ã©conomies des petits pays en marchÃ©s pour Ã©couler les produits des pays dÃ©veloppÃ©s, dÃ©truisant ainsi l'industrie locale", a-t-il dÃ©clarÃ©. Il a soulignÃ© qu'outre ces considÃ©rations Ã©conomiques, la Tanzanie avait Ã©galement estimÃ© que la signature de l'APE, prÃ©vue le 18 juillet de cette annÃ©e, Ã©tait trop prÃ©coce, dans la mesure oÃ¹ elle avait besoin de plus de temps pour faire examiner les accords par divers dÃ©partements publics et actionnaires privÃ©s. Les autres pays membres de l'EAC, comme le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud restent parfaitement libres de signer l'APE s'ils pensent que cela leur sera profitable, a ajoutÃ© M. Mlima. "L'APE n'aidera pas Ã promouvoir le dÃ©veloppement de l'industrie locale. Au contraire, elle profitera largement de la situation, dans la mesure oÃ¹ les pays dÃ©veloppÃ©s disposent dÃ©jÃ de toute une gamme de produits standards pouvant Ãªtre vendus sur les marchÃ©s de l'EAC", a dÃ©clarÃ© Samuel Wangwe, un cÃ©lÃ¨bre Ã©conomis Charles Mwijage, ministre tanzanien de l'Industrie et du Commerce, a lui aussi commentÃ© cette dÃ©cision, affirmant que l'Accord de partenariat Ã©conomique Ã©tait un accord inÃ©gal et insidieux, dans la mesure oÃ¹ l'UE autorisait l'exportation des produits africains, tout en sachant parfaitement que les Ã©conomies africaines naissantes n'Ã©taient pas en mesure de rÃ©pondre aux standards internationaux dans ce domaine. Autoriser les biens produits dans l'UE Ã inonder librement l'EAC reviendrait Ã tuer les industries locales et Ã transformer la Tanzanie en simple rÃ©servoir de matiÃ¨res premiÃ¨res, a-t-il ajoutÃ©.